

## PRÉFECTURE DE LA MEUSE

DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DE LA RÉGLEMENTATION  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

Arrêté n° 2002-1865

D.R.I.R.E.  
Région Lorraine

25 JUL. 2002

Subdivision de BAR-LE-DUC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE TRANSFERT D'AUTORISATION  
SOCIÉTÉ HUNTSMAN SURFACE SCIENCES FRANCE  
à HAN SUR MEUSELe Préfet de la Meuse,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et, notamment, le titre 1<sup>er</sup> du livre V,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-1047 du 9 juin 2000 autorisant la Société ALBRIGHT & WILSON à exploiter, sur le territoire de la commune de HAN SUR MEUSE, une unité de fabrication chimique de surfactants, tensio-actifs et hydrotopes destinés à l'élaboration de détergents et cosmétiques,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2001-1459 du 4 juillet 2001,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2001-2771 du 29 novembre 2001 transférant à la Société HUNTSMAN SAINT MIHIEL l'autorisation d'exploiter l'unité de fabrication chimique de HAN SUR MEUSE en lieu et place de la Société ALBRIGHT & WILSON,

Vu la demande en date du 18 avril 2002 par laquelle le Président de la Société HUNTSMAN SURFACE SCIENCES FRANCE sollicite le transfert, au nom de cette entreprise, de l'exploitation du site industriel de HAN SUR MEUSE,

Vu le rapport du 23 mai 2002 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

Vu les capacités techniques et financières du groupe HUNTSMAN,

Vu l'avis favorable émis par le Conseil départemental d'hygiène le 10 juillet 2002,

Considérant que le transfert de l'autorisation préfectorale d'exploiter de la Société HUNTSMAN SAINT MIHIEL à la Société HUNTSMAN SURFACE SCIENCES FRANCE doit intervenir par arrêté préfectoral,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** La Société HUNTSMAN SURFACE SCIENCES FRANCE est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une usine de produits surfactants sur le territoire de la commune de HAN SUR MEUSE, en lieu et place de la Société HUNTSMAN SAINT MIHIEL.

**Article 2** En vue de l'information des tiers :

- 2.1 Une copie de cet arrêté complémentaire est déposée à la mairie de HAN SUR MEUSE et peut y être consultée.
- 2.2 Cet arrêté est affiché à la mairie de HAN SUR MEUSE pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire
- 2.3 Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**Article 3** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 4** La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de NANCY – 5, Place de la Carrière – Case officielle n° 38 – 54036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant ; il commence à courir du jour où le présent arrêté a été notifié. Pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, le délai est de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

**Article 5** Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,  
Le Maire de HAN SUR MEUSE,  
Le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,  
L'inspecteur des installations classées de la DRIRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à la Société HUNTSMAN SURFACE SCIENCES France,

et dont ampliation sera adressée :  
au Sous Préfet de COMMERCY,  
au Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
au Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
au Directeur départemental de l'équipement,  
au Directeur régional de l'environnement,  
au chef du service interministériel de défense et de la protection civile.

BAR LE DUC, le 22 juillet 2002  
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Pour ampliation  
Le chef de bureau délégué

Marie-José GAND



Charles-Edouard TOLLU